

Délibération du Conseil Municipal

N° 21/003	prescription de l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU)
-----------	---

L'an deux mille vingt et un, le 13 janvier, le conseil municipal de la Ville de Valras-Plage, convoqué régulièrement, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Daniel BALLESTER, Maire

Présents: Daniel BALLESTER, Florence TAILLADE, Rémy AURIAC, Sophie POTART, Sébastien VIEU, Corinne CALMETTE, Guillaume GRAN, Carole CALMELS, Claude NEUMANN, Jacques GRANIER, Jean-Louis TOUSTOU, Chantal ROQUES, Alain BOURMAUD, Sabine BONNET, Stéphanie MOREL, Laurent POTART, Éric MULOT, Jérôme AGUT, Sandra DELEYE, Denis MARSALA, Cédric LAFFONT

Absents ayant donné pouvoir: Marie-Claude BOUZIGUES (pouvoir à Jacques GRANIER), Laurence SAFONT (pouvoir à Daniel BALLESTER), Élisabeth SAURI (pouvoir à Alain BOURMAUD), Clément BRIERA (pouvoir à Corinne CALMETTE)

Absents: Jacques PRAX, Christelle PRAX

Secrétaire de séance: Alain BOURMAUD

Date de la convocation: 7 janvier 2021

Par délibération du 11 juin 2014, le conseil municipal avait lancé la procédure de révision du Plan d'Occupation des Sols (POS) en vue de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Par arrêté n°2015-01-1533 du 13 août 2015, le Préfet de l'Hérault a prescrit la révision du plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) et porté à la connaissance de la commune les cartographies des aléas littoraux (submersion marine, débordement fluvial) le 1^{er} septembre 2015.

Dès lors, l'élaboration du PLU a dû être interrompue, et le Plan d'Occupation des Sols (POS) est devenu caduque le 27 mars 2017, conformément à la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 (loi ALUR,) avec application immédiate du Règlement National d'Urbanisme (RNU).

Le PPRI ayant été approuvé par arrêté préfectoral n° DDTM34-2020-06-11189 du 22 juin 2020, la procédure d'élaboration du PLU peut à présent être relancée.

Il apparaît en effet nécessaire pour la commune de se doter d'un plan local d'urbanisme afin de définir l'affectation des sols et d'organiser l'espace communal pour permettre un développement harmonieux de la commune conforme à ses orientations en matière d'urbanisme, d'aménagement et de développement durable.

Le PLU comprend :

- un rapport de présentation qui s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions et des besoins. Il traite des questions de densification des espaces bâtis, de limitation de la consommation des espaces naturels, des capacités de stationnement des véhicules,
- le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) qui définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques. Il arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs
- les orientations d'aménagement et de programmation qui comprennent, en cohérence avec le PADD, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements

- le règlement qui fixe les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs en matière de renouvellement urbain, de préservation de l'environnement et du patrimoine, de mixité sociale et de prévention des risques.

Le Conseil municipal est également informé qu'après appel à candidature, les missions de réalisation des études et la production complète des documents devant constituer le futur dossier de PLU, l'accompagnement de la commune dans le processus d'élaboration de son projet et l'assistance à l'organisation de la concertation et des consultations prévues par le code de l'urbanisme, ont été confiées au cabinet d'urbanisme ALTEREO, 26 chemin de Fondevre à Toulouse.

La première phase de l'élaboration du PLU est de préciser, par délibération, les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Après avoir entendu cet exposé, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité:

1. de prescrire l'élaboration d'un PLU sur l'ensemble du territoire communal en application des dispositions des articles L.153-8 et suivants R.153-1 et suivants du Code de l'urbanisme, pour atteindre les objectifs suivants:

En matière d'habitat et d'urbanisme

- encourager le développement commercial et touristique
- conforter et valoriser le centre-ville afin de lui redonner une meilleure lisibilité et une identité
- encourager la diversité de l'habitat de manière à assurer la mixité urbaine et sociale sans méconnaître le caractère touristique de la Commune
- favoriser un développement urbain équilibré de manière à anticiper l'évolution démographique

En matière environnementale dans l'optique d'un développement durable

- protéger et valoriser les espaces naturels les plus sensibles, et notamment Les Orpellières
- favoriser la qualité architecturale
- identifier et tenir compte des éléments du patrimoine bâti et naturel
- concourir à un développement urbain respectueux de l'environnement et du cadre de vie

En matière de transport

- améliorer l'accessibilité du territoire en diversifiant les modes de transport et en développant les liaisons douces
- sécuriser les déplacements

Le PLU sera élaboré en compatibilité avec les objectifs supra communaux: PPRI approuvé le 22 juin 2020, contraintes inhérentes au site NATURA 2000 et à la ZNIEFF Les Orpellières, Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Biterrois approuvé le 26 juin 2013.

2. de mener la procédure selon le cadre défini par les articles L.153-11 et suivants et R.153-2 et suivants du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques
3. de procéder, pendant toute la durée de l'élaboration, en application des dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme, à une concertation avec les habitants, les associations locales et toutes autres personnes concernées, selon les modalités suivantes :

- mise à disposition d'un registre de concertation sur lequel le public pourra consigner ses remarques, aux jours et heures d'ouverture de la Mairie
 - information régulière dans le journal municipal et sur le site internet de la commune ou par tout autre moyen jugé utile
 - organisation d'une réunion, au minimum, de concertation publique.
4. de solliciter de l'État la dotation prévue à l'article R.1614-41 du CGCT pour compenser la charge financière de la commune correspondant aux frais matériels et éventuellement aux frais d'études liés à l'élaboration du plan local d'urbanisme
 5. de dire que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

Conformément à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées.

Conformément aux articles R 153 -20 et R 153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans une journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
pour extrait certifié conforme,

Le Maire,
Daniel BALLESTER



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois, à compter de sa publication/notification. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Reçu en sous-préfecture le 14/01/21

N° identifiant unique: 034-213403249-20210113-DCM21003-DE

Publié/notifié le 14/01/21